

O. Hø iris et S.M. Yürükel, éd. (1998),
Contracts and Solutions in the Caucasus,
Aarhus University Press, 1998, 491 p. (une carte, un index).

L'ouvrage rassemble les actes d'un colloque international auquel six représentants du Caucase, russe, tchéchène, arménien, azéri... avaient été conviés et qui s'est tenu en mars 1996 à l'Université d'Aarhus au Danemark. Au total, outre une brève introduction, un peu en décalage par rapport au contenu de l'ouvrage, plus de trente textes assez hétérogènes (c'est inévitable) sont ici rassemblés, relatifs à un sujet brûlant et complexe, dont le drame tchéchène de cet hiver 1999-2000 et les commentaires politico-médiatiques qu'il suscite çà et là sont la triste preuve. La visée de l'ouvrage, comme le suggère le titre, est d'abord, d'une certaine façon, pratique : il s'agit de fournir des informations et des cadres d'analyse, afin de proposer une solution aux conflits qui ensanglantent le Caucase. Noble ambition à tout le moins.

L'ouvrage est organisé selon un plan géographique que l'on peut discuter : aux deux gros chapitres généraux, intitulés « Caucase » (18-79) et « Nord et Transcaucasie » (82-181), font suite des chapitres plus courts et spécifiques : « Abkhazie » (184-227), « Arménie » (228-245), « Azerbaïdjan » (246-317), « Géorgie » (318-325), « Crimée » (326-338), « Nagorno-Karabakh » (339-355), « Tchéchénie » (356-433), puis « Turquie » (435-481). Cet éclatement du plan, expression saisissante de la mosaïque caucasienne, est gênant, sauf si on ne consulte l'ouvrage que ponctuellement (auquel cas l'intérêt est souvent immense) ; de même, le chapitre consacré à la Crimée, qui n'est pas géographiquement justifiable, peut surprendre. Par ailleurs, le chapitre relatif à la Turquie — puissance bordière influente — peut se légitimer ; mais pourquoi pas un chapitre consacré à l'Iran, dont plusieurs articles évoquent très justement, mais incidemment, le passé et les intérêts transcausiens ? En fait, il manque une introduction critique, à la fois historique, linguistique et géographique aux termes Caucase et Transcaucasie, dont les limites ne sont pas claires... et dont les découpages retenus révèlent des points de vue (à prétention souvent universelle) qui n'ont de valeur en fait que relative. Le Caucase des Russes, qui n'a pas toujours été défini de la même façon, n'est pas celui des Turcs, ni celui des Iraniens ou des Azéris. A cet égard, la carte p. 11 n'apporte pas grand chose :

Slavica occitania, Toulouse, 9, 1999, pp. 221-223.

elle aurait pu davantage permettre de mettre en espace les différents contenus donnés aux géonymes employés dans l'ouvrage, qui ne sont pas interchangeables.

D'un point de vue informatif, n'étaient les répétitions ou les contradictions constatées d'un article à l'autre — mais c'est sans doute le prix à payer pour la pluralité —, l'ouvrage remplit incontestablement sa mission ; pour mieux comprendre l'actuel conflit tchéchène, par exemple, la lecture des quatre articles éclairants directement consacrés à la Tchétchénie (p. 356-433) ne peut qu'être vivement recommandée. De même les textes sur l'Abkhazie contribuent à combler un vide informatif certain, non sans prêter à discussion en ce qui concerne le texte de G. Hewitt dont les sources sont trop exclusivement américaines. Indéniablement, les organisateurs du colloque ont eu le souci louable de diversifier les points de vue, pour éviter d'être pris au piège d'une approche trop unilatérale ou partisane. De ce fait, l'ouvrage dans son ensemble n'est pas partial, même si, étonnamment, le point de vue russe peut paraître quelque peu escamoté (si ce n'est dans l'article d'Alf Grannes). C'est au lecteur de se faire un avis, à partir des éléments foisonnants qui lui sont fournis. Dans le cas du Nagorno-Karabakh le lecteur sort même un peu désarmé et perplexe de la lecture des deux articles qui lui sont proposés, dans la mesure où ils expriment des positions assez diamétralement opposées, sans que les bases d'une réflexion commune soient posées.

En second lieu, le « niveau de scientificité » des articles varie considérablement, même en s'en tenant à des critères très simples, voire élémentaires : l'ouvrage comprend à la fois des articles précis, originaux, argumentés, comme celui d'A. Grannes (18-34) — consacré aux « Russian Negative Stereotypes » — ou celui de S.M. Yürükel (146-290), doté d'une remarquable bibliographie, et des articles plus impersonnels et sommaires, sans aucune note ni aucune référence bibliographique. L'article d'Ö. Orhun (291-296), du ministère des Affaires étrangères turques, par exemple sent un peu sa langue de bois diplomatique et reste au niveau d'un discours infra-scientifique.

En ce qui concerne les cadres théoriques, diversement explicités et justifiés dans chacun des articles, aucune contribution ne cède au culturalisme fixiste de certaines études anglo-saxonnes, pas plus qu'à l'essentialisme identitaire, qui ferait de ces conflits caucasiens l'expression d'un affrontement éternel entre des entités culturelles immuables et incompatibles. Comme le rappelle longuement D. Heradstveit (362-398) — mais c'est peut-être un peu tard dans le cours de l'ouvrage —, les ethnies doivent être analysées comme des formations sociales aux contours flous, toujours en évolution selon le contexte et les sollicitations, et travaillées par des idéologies identitaires changeantes, politiquement instrumentalisées... Les efforts de contextualisation socio-économique et de mise en perspective historique de ces conflits, dont témoigne la plupart des auteurs, sont sous cet aspect très précieux.

Pour finir on fera quelques remarques plus ponctuelles. Plusieurs textes concernant la Tchétchénie ou l'Arménie, et qui se risquent à des anticipations en 1996, sont partiellement invalidés par les développements récents (nouvelle guerre en Tchétchénie, violences meurtrières au Parlement arménien...). Mais ce sont les risques de l'histoire immédiate. En outre, la tendance — générale dans tout l'ouvrage — à parler de « la Turquie » avant 1923 pose problème d'un point de vue historique, en ce sens qu'elle tend à gommer la rupture pourtant fondamentale qu'a constituée la « Révolution kemaliste » et l'instauration de la République turque en octobre 1923. De même, l'article de Hrant Dik, intitulé « The Taste of Being a Minority » peut être sujet à caution : les chiffres qu'il avance sont contestables et, surtout, sa définition de la minorité — qui reprend celle du traité de Lausanne en 1923 — paraît restrictive. En effet, à aucun moment il n'évoque le cas des Kurdes, qui, même s'ils ne peuvent pas être considérés comme une minorité religieuse, se revendiquent pour certains comme minorité. Même si le problème est complexe, la question devait être posée, ne serait-ce que pour comparer les différentes définitions et modes

de constructions possibles d'une minorité. De la même manière, les chiffres proposés par Baskin Oran dans son article sur l'approche turque de la Transcaucasie et de l'Asie centrale (455-467) auraient mérité quelques explications critiques et quelques nuances : rien de pire que les chiffres parés des atours de l'évidence. Enfin, la coquille historique page 263 (1928 au lieu de 1828), n'enlève rien à la qualité de l'article concerné, déjà évoquée. Ces quelques restrictions, comme l'inégalité des contributions déjà soulignée, n'ôtent rien à l'intérêt de cette somme, fort utile et qui vient fort à propos pour qui essaie de comprendre les destins d'une sub-région charnière en refusant les stéréotypes d'un culturalisme déterministe ou d'un orientalisme confusionniste. De façon plus pragmatique, les propositions de S.T. Zolyan — en faveur d'une « Confédération transcaucasienne » (p. 112-119) mériteraient d'être méditées par nos diplomates occidentaux, souvent enclins au réductionnisme, comme le dernier sommet de l'OSCE (en novembre 1999) l'a encore montré.

*Jean-François Pérouse,
Université de Toulouse-Le Mirail,
UFR de géographie Daniel Faucher-Ifea-Istanbul*